

Dix clefs pour décortiquer les résultats de ce dimanche

Il est parfois difficile de s'y retrouver, au sortir d'un scrutin, alors que les urnes déversent une flopée de résultats partiels et que, dans un premier temps, tous les partis se félicitent d'une forme de victoire. Autant, dès lors, ne pas quitter des yeux l'essentiel.

BENOÎT MATHIEU

Fiscalité, mobilité, pouvoir d'achat, écologie ou communautarisme: les enjeux de ce scrutin du 26 mai étaient plutôt cruciaux et complexes, même si la campagne électorale n'a guère pris de pincettes pour les manipuler. Sans doute en sera-t-il de même avec les résultats, ce dimanche soir, qui tomberont les uns après les autres, en ordre disparate, où chacun pourra pointer ce qui l'arrange – une petite victoire ici pouvant camoufler une défaite cuisante là-bas. C'est que, de manière générale, lorsque les urnes viennent de parler, tous les partis affirment avoir (un peu) gagné.

C'est pourquoi L'Echo vous propose une grille d'analyse de première ligne, afin de pouvoir tirer une série d'enseignements plus généraux. Le tout sans volonté d'exhaustivité.

1

La N-VA atteint-elle les 30%? Est-elle incontournable?

On peut le retourner dans tous les sens, mais le score des nationalistes flamands constitue l'une des clefs principales de ce 26 mai. La question est: la N-VA est-elle incontournable? La N-VA elle-même a fixé le curseur à 30%, mais il ne s'agit que d'une sorte de marqueur. Le parti pourrait très bien se situer en deçà et être malgré tout difficilement contournable.

Deux éléments à prendre en compte pour répondre à cette question. Un: le score, en Flandre, du Vlaams Belang. Celui-ci étant a priori écarté d'office, toute majorité voulant se constituer au Parlement flamand en ignorant la N-VA devra se construire sans les

voix de celle-ci, mais aussi du Belang. Et plus ces deux-là pèseront lourd, plus il sera ardu de faire sans la troupe de Bart De Wever.

Deux: l'attitude des autres partis flamands, CD&V et Open Vld en tête. En réalité, ce sont eux qui consacreront, ou non, le

caractère indispensable de la N-VA. La partie débutera en Flandre, dans le cadre de la formation d'un futur gouvernement flamand. Et déteindra fortement sur l'échelon fédéral.

Notez que la question se posera aussi à Bruxelles, pour la composante néerlandophone du gouvernement régional. Avec ce tropisme bruxellois, les troupes néerlandophones ayant tendance, dans la capitale, à vouloir laisser la N-VA de côté.

2

Une suédoise (élargie) dispose-t-elle d'une majorité?

Tel est le scénario idéal des nationalistes et des libéraux: reconduire la coalition qui a tenu les manettes du Fédéral durant la législature, malgré le petit couac de fin de parcours. Le hic, c'est que si la suédoise disposait, en 2014, d'une majorité honorable (85 sièges sur 150), les derniers sondages ne lui sont guère favorables, ne lui octroyant que 69 sièges. Même en rajoutant le cdH, qui n'en a par ailleurs pas du tout envie, cela reste trop court, avec 73 sièges.

Sachant que le cdH n'estent pas servit d'appoint et que, dans la mesure du possible, le MR souhaiterait ne plus être isolé sur la scène francophone, pourquoi dès lors tenir cette configuration à l'oeil? Parce qu'il s'agit du gouvernement sortant, pardi! Et qu'elle constitue tout de même, pour la N-VA, la voie royale pour se maintenir au Fédéral, les autres – impliquant écologistes ou socialistes – paraissant plus improbables.

3

Quelle est la première famille politique du pays?

Précisons d'emblée: l'enjeu est partiellement symbolique. Arrivés de peu en tête du classement des familles politiques à la Chambre en 2014 – avec 36 sièges, devant les libéraux (34), la N-VA (33) et les centristes (27) –, les socialistes ont fini dans

l'opposition fédérale. Il n'empêche qu'à un moment ou un autre, ce type d'argument peut servir, surtout si on le sort au moment de prendre la main dans des négociations.

Que prédisent les derniers sondages? Des socialistes (affaiblis) qui restent en tête, talonnés par la N-VA (affaiblie), puis par les libéraux (affaiblis) et les écologistes, qui tiennent la forme.

4

Quel est le premier parti à Bruxelles? Et en Wallonie?

«La tradition régionale veut que ce soit le premier parti qui lance et mène les négociations, souligne le politologue Pascal Delwit (ULB). Mais cela n'a pas toujours été respecté. À vrai dire, rien n'interdit aux autres partis d'entamer des discussions.» Presque autant que la première place, Pascal Delwit conseille de jeter également un œil à l'écart existant entre la première et la seconde formation. Plus il est grand, plus le fait d'arriver en tête prend de l'importance.

sous-estimé dans les sondages.»

5

La fameuse «vague verte» a-t-elle déferlé?

On peut déjà écrire, sans trop s'avancer, que

les écologistes figureront au nombre des vainqueurs de ce scrutin. Au moins parce qu'ils devraient décrocher davantage de sièges qu'en 2014, où les urnes ne leur avaient pas fait de cadeau – les verts affichent depuis deux décennies des résultats en dents de scie et, en 2014, l'heure était au ressac. Durant cette législature, Ecolo et Groen totalisaient 12 députés à la Chambre; les derniers sondages leur en prédisent 26. Côté wallon, Ecolo progresserait de 4 à 17 sièges.

Le tout est de savoir si les résultats du scrutin seront à la hauteur de ces promesses – et, à ce jeu-là, la réalité a tendance à se situer un peu en deçà des projections.

À Bruxelles et en Wallonie, un score honorable devrait faire l'affaire, tant les majorités les plus probables tendent les bras à Ecolo; sauf grosse surprise, les verts devraient monter à bord des prochains exécutifs bruxellois et wallon (lire en page 5). En Flandre et au Fédéral, par contre, rien n'est gagné d'avance. À la Chambre, le poids des uns et des autres s'annonce plus déterminant et, dans les sondages, nationalistes, libéraux et écologistes sont au coude-à-coude, juste derrière les socialistes.

6

Le MR est-il «récompensé» de ses participations gouvernementales?

Au-delà du bilan de sa suédoise, le pari de Charles Michel de se lancer dans une coalition inédite avec la N-VA sera-t-il électoralement récompensé? Même interrogation au sujet de la prise de pouvoir en Wallonie, où le MR a pu s'imposer dans la dernière ligne droite, grâce à la répudiation du PS par le cdH. Situation différente à Bruxelles, où les libéraux végètent dans l'opposition – mais ont-ils pu s'y refaire une santé électorale? Non, non et non, répondent les derniers sondages, qui malmènent salement le MR, en chute un peu partout.

Les libéraux feront-ils mieux que prévu? Leur score sera en tout cas déterminant. Pour les chances de survie de la coalition suédoise au fédéral. «Si le MR perd trop de

plumes, il sera difficile d'en remonter une», avance le politologue Vincent Laborderie (UCLouvain). Pour le maintien des socialistes sur les bancs de l'opposition wallonne. Et à Bruxelles? Les attentes y sont, disons, moins élevées.

7

Les indépendantistes sont-ils plus forts que jamais?

«À la Chambre, les derniers sondages donnent 40 sièges sur 150 en faveur de la N-VA et du Vlaams Belang», souligne Pascal Delwit. À savoir 27 pour la N-VA et 13 pour le Vlaams Belang. Soit le score le plus haut pour les partis ouvertement indépendantistes depuis que la N-VA, née des cendres de la Volksunie, a déboulé sur l'échiquier politique belge. Un rien au-dessus du résultat constaté en 2010, lorsque les nationalistes (27) et le parti d'extrême droite (12) pesaient, ensemble, 39 sièges. En 2014, si la N-VA progressait (33), le Belang s'effondrait (3). Or il semble bien que ce dernier retrouve des couleurs en 2019. À confirmer.

8

Le cdH a-t-il réussi à sauver les meubles?

Jeter un œil dans le rétroviseur constitue un exercice cruel pour les centristes, qu'il s'agisse du CD&V ou du cdH. Pour schématiser, depuis l'apogée des années 1950, c'est la dégringolade perpétuelle. Prenez le scrutin législatif en Wallonie. En 1958, le cdH, alors PSC, raflait 35,1% des voix; en 2014, le cdH n'en pesait plus que 14%, son score le plus bas. Et encore, celui-ci a plutôt fière allure lorsqu'on le compare avec ce que promettent les sondages: un petit 9,7% en Wallonie. La situation est plus préoccupante encore à Bruxelles, où le cdH flirte avec la ligne de flottaison des 5%, avec ses maigres 6,5%. Attention, tout de même. «Le cdH est systématiquement sous-évalué dans les sondages», tempère Vincent Laborderie. *Tout comme le CD&V.* De quoi remonter un brin le moral des troupes humanistes.

Tel est le défi du cdH. Limiter la casse - résister au Fédéral et en Wallonie, subsister à Bruxelles. Voire, il n'est pas interdit de rêver, inverser la tendance.

À noter qu'en Belgique, la tenue du cdH a toujours eu une influence plus marquante que le poids électoral du parti. C'est que les humanistes enfilent le costume de formation pivot, qui leur a souvent sauvé la mise - sans doute moins à Bruxelles, où DéFI est à même d'endosser ce rôle. Ce scrutin ne devrait pas déroger à la règle. Un seul exemple: même si le grand patron a déjà précisé que la formule ne le tentait guère, le résultat

humaniste sera scruté: sera-t-il à même d'offrir une majorité à une éventuelle suédoise élargie?

«À la Chambre, les derniers sondages donnent 40 sièges sur 150 en faveur de la N-VA et du Belang.»

PASCAL DELWIT
POLITOLOGUE (ULB)

9

Y a-t-il une place à la droite du MR?

Voilà des années que le Parti populaire peine à s'imposer réellement à la droite du MR - et on ne parle même pas de La Droite et autres listes parfois folkloriques qui naviguent sous le seuil électoral. L'offre dans ce créneau relativement embouteillé s'est encore étoffée depuis qu'Alain Destexhe a claqué la porte libérale pour fonder sa propre officine, finement nommée Listes Destexhe.

La question était en suspens depuis quelques années, et il n'est pas impossible qu'une réponse plus structurée se dessine

dans la soirée du 26 mai. Une formation à la droite de la droite peut-elle tailler des croupières au MR? L'une d'elles va-t-elle émerger, ou vont-elles se neutraliser, se privant du ticket d'entrée dans une assemblée? Un piège que le PP et l'écurie Destexhe ont tenté d'éviter à Bruxelles, en formant un groupement de listes.

10

Le PTB a-t-il réussi son «coup»? Et DéFI?

Leur vidéo de campagne montre les troupes communistes préparer la casse du siècle, façon «Casa de papel», devant les amener à prendre d'assaut tout ce que le pays compte de parlements. Le PTB semble avoir le vent en poupe, mais confirmera-t-il les sondages, qui le voient passer de 2 à 7 sièges, tant à la Chambre que dans l'hémicycle wallon?

Autre parti, autre enjeu. Ce 26 mai sera également l'occasion de faire le bilan des ambitions wallonnes de DéFI, dernier assaut d'Olivier Maingain. Un succès? Jusqu'ici, pas franchement. Et les sondages ne sont pas plus tendres - mais ce ne sont que des sondages.

Verdict ce dimanche. Comme pour tout le reste.

Guerre de tranchées pour l'électorat bourgeois bohème

Les libéraux ont compris au lendemain des élections communales qu'Ecolo avait puisé dans un électorat qui lui était historiquement favorable: celui des classes moyennes et des indépendants. Ce phénomène venant s'ajouter au recul des partis traditionnels. Entre le scrutin communal et l'élection de dimanche: sept mois. Trop court pour récupérer toutes ses billes. Le MR devait donc frapper fort dans la dernière ligne droite de la campagne pour limiter la casse. L'angle de tir fut surtout fiscal en jouant sur l'imprécision des programmes d'Ecolo et de Groen. La caricature fut atteinte à la diffusion de cette vidéo sur la taxation de la viande qui n'est pas noir sur blanc dans le projet des verts. Écotaxes, suppression des voitures salaire, péréquation cadastrale, le MR a tout utilisé pour convaincre que voter Ecolo, c'était voter pour une hausse de la fis-

calité. La campagne du MR risque d'avoir des conséquences sur les relations entre les deux partis après les élections.

Cette stratégie a embarqué Ecolo dans une campagne défensive. Celle-ci a été par ailleurs marquée par le couac du tract communautariste. Condamné par Ecolo, l'épisode - immédiatement exploité par le MR et plus discrètement, par le PS - a eu pour conséquence de braquer la campagne sur la place de l'islam et les questions de vivre-ensemble. Au centre du jeu, jusque-là portés par les marches pour le climat et l'emballage mondial autour de l'enjeu environnemental, les écologistes, partant des scores bas de 2014, ont pu rapidement se dire que se laisser emmener par la vague suffirait à garantir une victoire le 26 mai.

Un PS épargné

Le PS a centré sa campagne sur le bilan socio-économique du gouvernement Michel et de ses conséquences présumées désastreuses sur le pouvoir d'achat. Les socialistes n'ont pratiquement pas souffert des affaires Publifin et Samusocial qui ont pourtant marqué la législature qui s'achève. Ils ont également utilisé leur espace médiatique pour matraquer l'alliance des libéraux avec la N-VA durant les quatre ans de suédoise.

Au cdH, la campagne - démarrée dans l'ambiance de l'affaire de fraude électorale présumée de Neufchâteau - se termine plutôt sur une bonne impression. Promis à la déroute par les sondages, Maxime Prévot est parvenu à exister en se distançant de la perspective du soutien de son parti à une nouvelle suédoise. Le nouveau président, qui ne peut plus rien gagner à gauche, a marqué son discours plus à droite s'en pre-

nant à son tour au programme d'Ecolo. Il table sans doute sur une partie des électeurs libéraux déçus par la ligne Michel. Notons qu'Ecolo a adopté une stratégie similaire en s'affirmant comme parti aux valeurs libérales, le coprésident Jean-Marc Nollet allant jusqu'à épouser publiquement certaines propositions du MR.

DéFI reste quant à lui dans l'expectative. Après des résultats communaux globalement décevants, le parti d'Olivier Maingain est un peu sorti des radars. Certains membres espèrent que la ligne laïque affirmée du parti permettra de gagner sur l'épisode du tract Ecolo qui a pu effrayer certains électeurs. À confirmer.

Le PTB n'a pas vraiment souffert non plus durant cette campagne axant sa stratégie plus le terrain que dans les médias. De quoi confirmer sa hausse sondagière? Réponse dimanche.

MAC